**SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND**

**MODELE DE RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** 'Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL** 'FINAL

**date DE RAPPORT:** '2017-2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** 'Appui à la consolidation du désarmement communautaire, de la réintégration des ex-combattants et de la RSS en Côte d’Ivoire **Numéro Projet / MPTF Gateway:** '00108201 |
| **Modalité de financement PBF:**[ ]  IRF [ ]  PRF | **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:** ' |
| **Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):**-' PNUD, **Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):**-' Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté (MSCSIV), Ministère de l’Intérieur et de la Sécurité , Ministère du Plan et du Développement, Ministere d'Etat, ministère de la défense, Organisations de la Société Civile, Secrétariat-Comité National de Sécurité, Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural ;, Commission Nationale des Droits de l’Homme de Côte d’Ivoire, Commission Nationale de lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petits calibre, Commission défense de l’Assemblée Nationale,  |
| **Date de début du projet[[1]](#footnote-1):** '15/12/2017**Durée du projet en mois :[[2]](#footnote-2)** '44 mois (date de fin:2021-06-30) |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé\* (par agence récipiendaire):** PNUD **:** $ 2650000 **:** $  **:** $  **:** $ Total: 2,650,000 $US *\*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et a la disponibilité des fonds dans le compte de PBF***Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:** Une tranche sur 2 a été reçue, représentant 70% du budget global |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Péyogori OUATTARARapport approuvé par: Giscard KouassiLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OuiCommentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: RASEst-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veillez attacher le rapport: Oui |

**NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.

- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.

- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

**PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET**

* 1. **Progrès global du projet actuellement**

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le projet est clôturé. Toutes les activités planifiées ont été exécutées.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Aucune activité n'est programmée pour cette année 2022 car le projet est clôturé.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

-

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

 Toutes les activités prévues sont achevées. L'évaluation finale est terminée

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Les mécanismes locaux d'échanges comme les dialogues intercommunautaires et dialogues socio-sécuritaires ont permis de ressoudre pacifiquement les conflits intercommunautaires et la crise de confiance entre les FDS et les populations civiles. Plusieurs jeunes autrefois acteurs de violence sont devenus des acteurs de paix et animent les comité de paix et les cellules civilo-millitaires. Dans le cadre de la protection civile, des jeunes hommes et femmes sont devenus des citoyens sauveteurs dans leurs localités contribuant ainsi à la protection civile. Au niveau sécuritaire, les communautés et certains ex-combattants ont compris le danger que représente les ALPC. Pour ce faire, plusieurs armes ont été déposées volontairement et les communautés sont actrices de la coproduction de leur sécurité. L'impact du projet dans la vie des bénéficiaires a renforcer la sécurité communautaire, la cohésion sociale et la confiance entre les populations et les FDS. Tout ceci a permis de consolider la paix en Côte d'Ivoire. Pour preuve, dans le rapport d'évaluation finale du projet, soutient que lorsqu’on interroge les membres des bureaux des CCM, les autorités administratives et les premiers responsables des collectivités territoriales sur l’importance de la prévention et la gestion des conflits intercommunautaires et sur l’apport du projet, ils sont unanimes pour dire que : « sans le projet, certains conflits socio-sécuritaires ou intercommunautaires latents se seraient transformés en des conflits ouverts ; des conflits ouverts n’auraient pas pu être jugulés ; certaines tensions qui minent le vivre-ensemble n’auraient pas été atténuées».

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

-

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

-

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

rapport d'évaluation finale,

* 1. **Progrès par résultat du projet**

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:**  Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

 Dans le cadre du projet, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures nationales en charge de la gouvernance sécuritaire. Ainsi, sous la coordination du S-CNS avec l'appui de Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et du PNUD, un cadre d'échange "Brown Bag Lunch (BBL)" a été institué. Le BBL a permis d'informer, de sensibiliser différents partenaires engagés dans la RSS et d'identifier les défis de la gouvernance sécuritaire et de renforcement de lien entre les acteurs étatiques et les organisations de la société civile. Plus de 90% des rencontres mandataires prévues ont été tenues et plus108 Cellules Civilo-Militaires ont été mises en place dans tous les départements de Côte d'Ivoire pour mieux identifier les problématiques de sécurité et de collaboration entre FDS et populations civiles et d’y apporter les solutions idoines. Plus de 800 personnes visées dont 300 femmes, des départements de Bouaké et de Duékoué ont été outillées par la CNDH-CI à travers des activités publics de formation et de sensibilisation sur leurs droits, les libertés fondamentales ainsi que sur les mécanismes de saisines dont elles disposent. 68 femmes issues des associations féminines du District de Yamoussoukro ont été formées sur la culture de la paix et la cohésion sociale. Un symposium national des leaders religieux, rois et chefs traditionnels pour la culture de la paix et de la non-violence en Côte d’Ivoire et un atelier de réflexion et de partage de bonnes pratiques des 31 ex-commissions régionales des droits de l’hommes ont été organisés. Plus de 200 membres des CCM, 64 autorités préfectorales et 50 personnes (FDS, autorités coutumières, femmes, jeunes et OSC) des départements cibles ont vu leurs capacités renforcées respectivement sur les techniques d’élaboration du Diagnostic Local de Sécurité (DLS) à la suite des dialogues socio-sécuritaires organisés dans différentes localités du pays. La forte implication des CCM créées et/ou équipées par le projet dans la médiation et la résolution des conflits a permis la restauration de la confiance entre les FDS et les populations dans leurs localités respectives contribuant ainsi au renforcement de la cohésion sociale et au vivre-ensemble en Côte d’Ivoire. Par exemple, en 2020, année électorale, où les discours de haine et de divisions ont refait surface, les CCM ont multiplié les activités civilo-militaires et de sensibilisation pour des élections apaisées. Au terme du projet, le taux d’indice de sécurité qui était de 64.2% dans ces régions cibles est passé à plus de 90% en moyenne. L'ensembles de ces activités ont permis aux institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS de mettre en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile dans le pays.

**Résultat 2:** Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 Afin de permettre aux communautés de vivre en paix dans la cohésion et la sécurité, l'institution des cadres de dialogue communautaire et sécuritaire ont guidé l'action des acteurs sur le terrain. Ainsi, au niveau communautaire, 36 dialogues intercommunautaires ont été organisés dans toutes régions cibles avec la participation de plus de 10 000 personnes de toutes les couches de la population (chefs traditionnels, guides religieux, élus, cadres et chefs de services, femmes et jeunes). Ce l'occasion pour les participants de diagnostiquer ensemble les problèmes qui menacent la cohésion sociale et surtout de proposer des solutions concrètes pour y remédier. A la suite de ces dialogues, les travaux de réalisation de 20 projets de rapprochement communautaire: construction et réhabilitation de châteaux d’eau, foyers des jeunes, pompes à motricité humaine, centre de santé, salles de classe, terrains omnisports ont permis de dissiper les préjugés et de renforcer la cohabitations communautaire. Les points d'eau contribuent à réduire la pénibilité du travail pour les femmes/filles qui voient la corvée d’eau considérablement dévolue. Les foyers sont de véritables cadres d'échanges réguliers et permanents de résolutions de conflits. Plusieurs localités ont été dotées d'équipements et de matériels: chaises, bâches, appareils de sonorisation, engins, matériels informatique, matériel et fournitures de bureau etc. Ces réalisations ont également eu un impact positif sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans les zones d’intervention du projet. Concernant l'aspect sécuritaire, un accent a été mis sur l'intégration des ex-combattant dans l'administration public afin de les professionnaliser et éviter qu'ils reprennent les armes. Pour ce faire, plus de 800 ex-combattants ont été formés et réintégrés dans les corps de métiers de Sapeurs-pompiers civils, Gardes pénitentiaires et Eaux et forêts. Les formations reçues leur permettent d'accomplir leur service avec plus de professionnalisme et favorisent leur intégration dans leur nouveau corps de métier. Dans l'optique de réduire la circulation et la prolifération des ALPC qui sont l'une des cause principale de l'insécurité plusieurs opération de collecte ont été menées sur le terrain. Ces opérations de sensibilisations, de collectes ont permis à la ComNat de collecter et de gérer 1044 ALPC. De plus, les cadres de dialogue entre FDS et populations civiles mis en place à travers les dialogues socio sécuritaires ont permis de renforcer la confiance entre les deux entités. Ainsi, les 108 CCM issus des dialogues socio sécuritaires, mènent des activités civilo-millitaires . Ceci renforce la collaboration et coopération entres les FDS et les populations civiles les rendant ainsi coproductrice de leur propre sécurité. Aujourd'hui, l'implication des communautés dans la résolutions des défis sécuritaire a permis aux communautés de vivre dans un environnement sécurisé où la situation sécuritaire s'est amélioré

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 -

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats:

**Résumé du progrès:** *(voir les questions données sous Résultat 1)*

 -

* 1. **Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Appropriation nationale:** Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères) | '-  |
| **Suivi:** Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères) | L'équipe projet en étroite collaboration avec des Experts des institutions nationales engagées dans le projet, ont organisé régulièrement des missions de suivi des activités. Après chaque mission de suivi, un rapport de mission est produit par l'équipe de mission faisant ressortir l'état d'avancement des activités de terrain, les contraintes et les mesures correctives à prendre pour la réussite du projet. Des ateliers de revue des indicateurs du projet ont eu lieu, permettant d'améliorer la performance de l'équipe du projet composés d'experts nationaux et d'obtenir ainsi un indice d’efficience du projet, c’est-à-dire le rapport entre le taux de réalisation physique et taux de réalisation financière du projet, de 100% à la fin du projet.  |
| **Évaluation**: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères) | 'Le projet est clôturé et des experts nationaux et internationaux ont été commis à son évaluation finale. Un rapport d'évaluation du projet est disponible. . |
| **Effets catalytiques (financiers):** Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères) | Au regard du rôle important joué par les CCM dans la sécurité communautaire, l'état de Côte d'Ivoire à mis à la disposition de chacun des 108 CCM un montant trimestriel de 1 00 000 fcfa pour soutenir leur plan d'action. A ce jour, c'est plus 432 000 000 de fcfa ont été mobilisés par le gouvernement ivoirien pour les CCM. La fondation frederic hebert à également soutenu les forums d'échanges entre les populations et les FDS à près de 100 mille dollars. . |
| **Effets catalytiques (non financiers):** Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères) | - |
| **Stratégie de sortie / durabilité:** Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères) | - |
| **Prise de risques :** Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères) | - |
| **Égalité entre les sexes :** Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères) | - |
| **Autre:** Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Dans la mise en place des comités de gestion des projets communautaires, au moins 40% des membres des comités sont des femmes. Ainsi, les femmes participent activement à la gestion de ces infrastructures et leurs points de vue sont pris en compte. De plus, dans le choix des infrastructures dans le cadre des projets à impact rapide, une attention particulière à été accordée aux projets d’hydrauliques car la corvée de l’eau est essentiellement dévolue aux femmes.  |

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** | **Ajustement des cibles (cas échéant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile | Indicateur 1.1Baisse de l’indice de sécurité | Niveau de reference : 1.2 | 1 | Sentiment de sécurité dans le transport publique =61,69Sentiment de sécurité dans le lieu de travail = 78,97 (chiffre clé:1.1) |  |   |
| Indicateur 1.2Amélioration de la perception des populations sur l’amélioration de la sécurité | 64,2% (femmes) et 62.6% (hommes) | 70% | La Perception des populations sur l’amélioration de la sécurité est de 84,04 (chiffre clé:84.04) |  |   |
| Indicateur 1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 1.1Les capacités de pilotage et de coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS sont renforcées pour prévenir la violence armée et accompagner les réformes du secteur de la sécurité | Indicateur 1.1.1Pourcentage des rencontres mandataires sont tenues  | 0% | 90% | Le S-CNS tient régulièrement des rencontres trimestrielles avec les 5 institutions nationales engagées dans le processus RSS notamment la CCSR, l'OSCN, la ComNat-ALPC, la CNDH-CI) (chiffre clé:100) |  |   |
| Indicateur 1.1.2Taux de mise en œuvre des nouvelles décisions/ recommandations du cadre de Coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS  | 0%  | Au moins 75  | La CNDH-CI et la ComNat-ALPC collaborent étroitement avec le S-CNS dans la mise en oeuvre des réformes qui relèvent directement d'elles (chiffre clé:90)  |   |    |
| Produit 1.2 Les populations en particulier les femmes connaissent leurs droits fondamentaux et les mécanismes de saisine des institutions des droits humains | Indicateur 1.2.1Pourcentage de nouvelles personnes sensibilisées désagrégées par sexe qui connaissent leurs droits fondamentaux  | 0% | 70% | 60% des communautés des zones ciblées800 acteurs de la société civile et de FDS dont 35% de femme ont eu leurs capacités renforcées sur les droit de l'homme à Bouaké et Douékoué et le processus suit son cours dans 29 autres regions de la Côte d'Ivoire avec la CNDHCI et le S-CNS (chiffre clé:60) |  |   |
| Indicateur 1.2.2Nombre de nouvelles requêtes de saisine formulées par les requérants à la CNDHCI   | 0  | Au moins 20  | 15 requêtes traitées  |   |    |
| Produit 1.3  | Indicateur 1.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 1.3.2   |    |    |    |    |    |
| **Résultat 2**Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus  | Indicateur 2.1Nombre de revendications corporatistes des réintégrésNiveau de référence  | 8 revendications en 2016-2017 | 2 | Aucune revendication corporatrice n'a été enregistrée depuis celles de janvier 2017 (chiffre clé:0) |  |   |
| Indicateur 2.2Niveau de confiance des populations aux FDS (pourcentage) | 53% | 60% | Le Niveau de confiance des populations aux FDS est de 72, 3% (chiffre clé:72.3) |  |   |
| Indicateur 2.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 2.1Le dialogue entre les communautés y compris les femmes et les jeunes, et les forces de défense et de sécurité est renforcé à travers les dialogues socio-sécuritaires. | Indicateur 2.1.1Nombre de Comités Civilo-Militaires (CCM) mis en place et opérationnels | 23 | 15 nouveaux CCM, soit 39 CCM dont 15% de femmes membres des CCM | 10 dialogues socio-sécuritaires réunissant 800 FDS et leaders communautaires ont été organisés à Aboisso, Boundiali, Bondoukou, Abengourou, Dimbokro, Daoukro, Adzopé, Odiénné, Man et Bouaflé complétant le nombre de CCM 36 mis en place. (chiffre clé:36) |  |   |
| Indicateur 2.1.2Nombre d’activités de réponses menées par les CCM après les diagnostics socio-sécuritaires | 0 | Au moins une activité de réponse est menée par chaque CCM (36 activités de réponses au total) | 45 actions de réponses en termes de sensibilisation et de médiation menées par les CCM (chiffre clé:45) |  |   |
| Produit 2.2Les ex-combattants démobilisés et les communautés d’accueil/installation y compris les déposants volontaires d’ALPC bénéficient de projets de réintégration socio-économique | Indicateur 2.2.1Proportion de collègues de travail attestant avoir une bonne collaboration avec les ex combattants réinsérés dans l’administration  | 0% | 75% | 85% ont une perception améliorée des ex-combattants réintégrés et affirment entretenir une bonne collaboration (chiffre clé:85) |  |   |
| Indicateur 2.2.2Nombre des nouvelles d’ALPC collectées | 0 | 1000 | 1044 armes dont 210 minutions et 2 grenades supplémentaires collectées au cours de cette période (chiffre clé:1044) |  |   |
| Produit 2.3 Les communautés vivent en harmonies et règlent pacifiquement les conflits communautaires | Indicateur 2.3.1Nombre de dialogues intercommunautaire réalisés | 23 | 38 | Au total 36 DIC (chiffre clé:36) |  |   |
| Indicateur 2.3.2Nombres projets à impact rapide réalisés | 10 | 20 | 11 QIPS ont été réalisés dans 11 localités à la suite des dialogues intercommunautaires (chiffre clé:11) |  |   |
| **Résultat 3**  | Indicateur 3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.1  | Indicateur 3.1.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.1.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.2  | Indicateur 3.2.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.2.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 3.3  | Indicateur 3.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 3.3.2  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 4**  | Indicateur 4.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.1  | Indicateur 4.1.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.1.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.2  | Indicateur 4.2.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.2.2  |   |   |   |   |   |
| Produit 4.3  | Indicateur 4.3.1  |   |   |   |   |   |
| Indicateur 4.3.2  |   |   |   |   |   |

**PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

* 1. **Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet:

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent:-

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: -

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

 -

Veuillez indiquer quel montant $ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: -

Veuillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.

1. La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations recipiendiaires. [↑](#footnote-ref-1)
2. La duree maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois. [↑](#footnote-ref-2)